



Éditorial

Avec la rentrée scolaire 2006-2007, c'est une nouvelle phase du projet Sokapila qui commence. Après une première phase d'identification en 2003 et 2004 puis une phase pilote pour la réalisation des premières activités d'éducation et de sensibilisation en 2005 et 2006, l'association s'engage désormais dans un travail de longue haleine visant à favoriser l'adoption de comportements plus respectueux de l'environnement basés sur l'éco-citoyenneté et la compréhension de la nature qui nous entoure.

Pour cela, Sokapila se dote de deux volontaires français expatriés en mission pour deux ans qui viendront prendre progressivement la suite des éco-volontaires précédents et d'un animateur malgache recruté à plein temps qui viendra renforcer l'équipe actuelle d'animateurs ponctuels. Une nouvelle équipe plus solide qui devra assurer la continuité et la pérennité des activités initiées lors de la phase pilote.

Au programme de cette année, une réédition des projets d'éducation scolaire « à l'école de la tortue » et « des marionnettes et des tortues » qui seront complétées par le programme « à l'école de la forêt » centré sur l'habitat de la tortue à savoir la forêt sèche épineuse et bien sûr sur le problème malheureusement crucial à Madagascar de la déforestation.

Actualités de l'association

Nouvel animateur nature

Pierre-Yves Riou vient prendre la succession de Sylvain Morillon au poste d'animateur nature chez Sokapila-Tuléar. Grâce au soutien de l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP), tous les prochains volontaires bénéficieront désormais du statut de Volontaire de la Solidarité Internationale (VSI). Pierre-Yves pourra ainsi assurer une mission d'une durée de 2 ans ce qui donnera une meilleure continuité au programme de sensibilisation de Sokapila.



Fiche d'identité

Pierre-Yves Riou

Nationalité française

29 ans

Formation : ingénieur-maître environnement, conservation, animation nature

Loisirs : voyages, photographie et activités naturalistes

Offre d'emploi :

Offre publiée le 21 août 2006, valable 1 mois

L'association Sokapila, dans le cadre du développement de ses activités de sensibilisation et d'éducation à l'environnement dans la province de Tuléar, recrute

Un(e) animateur(trice) nature

Missions du poste :

Sous la supervision de l'animateur français expatrié, l'animateur nature devra mettre en oeuvre un programme de sensibilisation et d'éducation aux enjeux de la conservation des deux espèces de tortues terrestres endémiques au sud-ouest malgache : la tortue radiée (*sokake*) et la tortue araignée (*kapila*).

Les activités se déroulent à Tuléar-ville (Cisco I) et dans ses environs immédiats, en milieu scolaire et auprès du grand public. Le travail de sensibilisation consiste à transmettre des connaissances et des comportements plus respectueux de l'environnement au travers d'activités ludiques et artistiques (jeux, contes, peinture ou théâtre de marionnettes). L'animateur bénéficiera d'un encadrement et d'une formation par le personnel expatrié de l'antenne de Tuléar et devra faire preuve progressivement d'autonomie dans la réalisation puis la conception des animations.

Temps de travail à définir (plein temps) et rémunération selon compétences.

Période d'essai de 2 mois puis CDD 7 mois, prise de poste prévue en octobre.

Profil recherché :

- aisance relationnelle et capacité d'interaction avec un public ;
- goût prononcé indispensable pour l'animation de groupes d'enfants ;
- bonne maîtrise de la langue française ;
- connaissance des dialectes malgaches du sud ;
- un intérêt pour la protection de l'environnement et un engagement motivé pour un changement des pratiques destructrices de la nature sera un atout ;
- honnêteté, dynamisme, bonne humeur et sens critique.

Candidature :

adresser CV et lettre de motivation en français avant le 20 septembre 2006 à :

Mr le Coordinateur de l'Association Sokapila
cité Balbine, rue Andriambelo
Tuléar 601

Renseignements : 032 40 928 37 ou
sokapila_toliara@yahoo.fr

Actualités environnementales :

La culture de maïs menace la forêt d'épineux du Sud Ouest : Attention danger.

La production de maïs destiné à l'exportation et à l'autoconsommation met en péril les forêts d'épineux dans le Sud Ouest de Madagascar. Pire, elle engendre une baisse drastique de la disponibilité en eau.

C'est du moins ce que démontrent les résultats d'une étude réalisée dans cette partie de l'île en 2005. Cette étude indique que le taux de déforestation liée à cette activité est assez élevé entre les années 1990 et 2000. "La superficie de la surface déboisée a atteint les 2 552 km². De même, la déforestation liée au commerce international, en particulier à la surproduction de maïs, avoisine les 500 km²", note Lalaina Randrianarison, responsable du projet "Libéralisation du commerce, pauvreté et environnement à Madagascar".

Et cette dernière d'ajouter: "Presque 80% des groupes enquêtés ont déclaré que les débits ont nettement diminué pendant les quinze dernières années, tant en saison de pluies qu'en saison sèche".

Dans le Sud Ouest, la culture de maïs se fait sur brûlis. Les techniques agricoles sont essentiellement traditionnelles. Résultat: les paysans combinent les facteurs de production qui sont relativement abondants, en l'occurrence la terre pour l'agriculture extensive.

Vu l'absence quasi totale d'intrants en capitaux, la production par hectare est rarement supérieure à deux tonnes et elle diminue nettement au cours de la troisième année d'exploitation. Ce qui incite les paysans à défricher davantage de terre.:

Henintsoa Andriamiarisoa - 31-07-2006 – L'Express

Ecologie. L'Etat peine à sensibiliser des habitants minés par la pauvreté.

Madagascar rêve de cueillir les fruits de sa biodiversité

Mère Nature à la rescousse de Madagascar, l'un des pays les plus déshérités de la planète ? Elle ne pourra sans doute pas tout faire seule, mais puisque les humains paraissent décidés à y mettre un peu de leur, c'est une piste à ne pas négliger pour sortir la Grande Ile de son marasme. L'idée avait été lancée en grande pompe en 2003 par le président malgache Marc Ravalomanana. A Durban (Afrique du Sud), il avait annoncé le triplement en cinq ans de la surface des aires protégées de l'île. La «vision» du président malgache tarde à prendre une dimension concrète, et le programme ne tiendra pas les délais initialement fixés. Mais, la semaine dernière, en choisissant d'organiser à Antananarivo son grand raout écologique, l'ONG américaine Conservation International (CI) a validé le leadership malgache dans le domaine de la protection de la biodiversité.

Ecotourisme. Madagascar aurait tort de négliger son écosystème, unique au monde en terme d'espèces animales et végétales, endémiques à 85 %. Mais comment transformer cette richesse naturelle en richesse économique ? L'écotourisme est une piste évidente. Déjà, parmi les quelque 200 000 visiteurs annuels de ce gros caillou rouge de l'océan Indien (grand comme la France et le Benelux), rares sont ceux qui ne passent par un des parcs naturels.

Le potentiel est infini. Pour voir des lémuriens par exemple, Madagascar est un lieu de prédilection. Avec les trois nouveaux spécimens officiellement présentés la semaine dernière, on y recense aujourd'hui pas moins de soixante et onze espèces de primates différentes. Russ Mittermeier, le président de CI, veut ainsi développer des modèles de mini économies autour des réserves et témoigne que «*beaucoup de villageois viennent voir l'ONG pour créer des réserves*». «*La moitié des revenus générés par les droits d'entrée leur revient, garantie Sylvain Rabotoarison, ministre de l'Environnement, les communautés locales sont maintenant au centre du dispositif.*»

Mais si les bénéfices immédiats de l'écotourisme sont faciles à expliquer, il n'en va pas de même des conséquences de la déforestation qui appauvrit les sols et la qualité de l'eau. La culture sur brûlis est un fléau que les paysans n'accepteront d'abandonner que si on leur apporte une alternative viable. Le président Ravalomanana lui-même se montre en privé plus circonspect quant à une proposition de CI, calquée sur un programme existant au Costa Rica, qui consiste à faire payer le «*vrai prix*» de l'eau afin de reverser des primes à ceux qui s'engagent à respecter leur environnement.

«**Pragmatique**». L'élection présidentielle se profile en décembre, et les desseins écologiques du chef de l'Etat pèsent peu en regard des besoins de la population. Les spécialistes ayant participé au symposium se sont échinés à démontrer que le développement durable, pour être viable, doit nécessairement s'accompagner d'une réelle politique environnementale. Et cette dernière ne peut exister sans une vaste sensibilisation. «*Quand on leur explique de façon pragmatique, les gens comprennent, assure Sylvain Rabotoarison, même les enfants ont arrêté de s'amuser en organisant des combats de caméléons.*»

La signature d'une charte de l'environnement dès 1990 et la succession de plans quinquennaux depuis lors ont pourtant eu du mal à freiner la dégradation de la biodiversité malgache. En couplant aujourd'hui ce souci environnemental à une perspective de développement économique, l'engagement politique apparaît plus volontaire. Le défi est décisif pour l'île : la population locale, trop souvent misérable, pourrait en être la première bénéficiaire. Mais cela pourrait aller au-delà, comme l'a rappelé la semaine dernière le président Ravalomanana : «*Je me dois de protéger notre environnement, non seulement pour le peuple malgache, mais aussi pour l'humanité tout entière. C'est une responsabilité sacrée.*»

Pierre BLAISE - 4 juillet 2006 - Libération

Trafic d'espèces protégées: 30 000 euros pour une tortue de Madagascar .

Le trafic d'espèces protégées constitue une criminalité en pleine expansion. Il correspond, selon les données publiées par l'Institut national des hautes études de sécurité (INHES), un établissement public français, à l'engouement pour des animaux de compagnies dit «exotiques».

Ce trafic est évalué à 4 milliards de dollars au niveau mondial. Certaines estimations en font le troisième courant de fraude après la drogue et les armes. Ce trafic peut s'avérer très lucratif : 30 000 euros pour une tortue de Madagascar, 25 000 euros pour un ara du Brésil ou une panthère de Perse. La douane est le 1er rempart contre cette criminalité organisée. Les réseaux sont déterminés : les tortues rayonnées de Madagascar sont privées d'eau plusieurs jours avant le transport. Ainsi déshydratées, elles perdent jusqu'à 50 % de leur poids, réduisant d'autant le volume du fret. De la capture à l'arrivée, les chances de survie sont d'à peine 10 %.

La Rédaction - 27-06-2006 – La Gazette

Contacts

Siège social de l'association Sokapila
Le Clos du Bourg
41 700 Sassay (France)
association_sokapila@yahoo.fr



Sensibilisation et éducation à l'environnement
MIEUX CONNAÎTRE POUR MIEUX PROTÉGER

Antenne locale à Tuléar
Rue Andriambelo Cité Balbine
601 TULEAR (Madagascar)

sokapila_toliara@yahoo.fr
☎ 032 40 928 37